

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 24/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPREC D3E**

7 rue du Docteur Lancereaux  
75008 PARIS 08

Référence : BV/NW/1761\_2022  
Code AIOT : 0006207988

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement PAPREC D3E implanté ZI Pompey Industrie - 54670 CUSTINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC D3E
- ZI Pompey Industrie - 54670 CUSTINES
- Code AIOT : 0006207988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation dédiée au regroupement, tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale performance et tri dans les installations de tri, traitement, regroupement de déchets
- Sécurité incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.4.1	/	Sans objet
3	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.2.9	/	Sans objet
4	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.3.4	/	Sans objet
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.3.5	/	Sans objet
6	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite n'ont pas mis en évidence de non conformités particulières, deux éléments ont retenu l'attention de l'inspection :

> si l'exploitant a disposé la clé nécessaire à la manœuvre de la vanne de confinement des eaux de ruissellement à proximité de cette dernière, il conviendrait d'y adjoindre un outil permettant l'ouverture du regard d'accès à celle-ci ;

> des équipements mettant en oeuvre des bouteilles de gaz (cuisinières, radiateurs d'appoint) sont susceptibles de transiter sur son site via son activité liée aux éco-organismes, aussi l'exploitant s'assurera que l'acteur qui a la charge du retrait des bouteilles de gaz dans la chaîne du traitement de ces équipements est bien situé en amont de l'arrivée sur site des équipements, à défaut de quoi il s'astreindra à stocker ces équipements à l'extérieur tant que les bouteilles de gaz n'ont pas été retirées des équipements.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, registre déchets entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection une copie de ses registres de déchets entrants et sortants pour le mois d'août 2022. L'exploitant tient 3 registres d'entrée, et 3 registres de sortie, selon ses activités visant : les déchets des deux éco-organismes pour lesquels il intervient et ceux de son activité en direct avec les professionnels. Les éléments transmis n'appellent pas de remarques quant aux informations de traçabilité prescrites par les articles 1 et 2 de l'AM du 31/05/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;</li> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.</li> </ul> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence des moyens de lutte contre l'incendie mis en oeuvre par l'exploitant sur son site, en particulier, il dispose d'une réserve incendie de 280 m <sup>3</sup> remplie, ainsi que de moyens de pompage propre (surpresseur adjacent à la réserve). L'exploitant a déclaré avoir procédé à un audit interne le 27/01/2020, qui a notamment été suivi des actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; substitution de toutes les trappes de désenfumage (système mécanique par pneumatique) ;</li> <li>&gt; inclusion de l'opération de manipulation de la vanne de confinement lors des exercices incendie ;</li> <li>&gt; curage du débourbeur selon une fréquence annuelle.</li> </ul> L'exploitant a présenté son rapport annuel de vérification des dispositifs relatifs à la sécurité incendie, qui a eu lieu du 4 au 8 octobre 2022. Aucune non conformité n'a subsisté au terme de la vérification sur les éléments suivants : trappes de désenfumage, boîtiers d'alarme incendie, RIA, poteau DN100 associé à la réserve incendie et extincteurs dont le plus ancien a été installé en 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Isolement du réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capacité de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre [...] Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'inspection a constaté la signalisation et la facilité d'accès à la vanne de confinement des eaux de ruissellement. Pour autant, si l'exploitant a disposé la clé nécessaire à la manœuvre de la vanne à proximité de cette dernière, il conviendrait d'y adjoindre un outil permettant l'ouverture du regard d'accès à celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Procédure d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li><li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li><li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li></ul> Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection sa procédure de contrôle des déchets entrants, qui n'appelle pas de remarque particulière. L'exploitant a déclaré ne pas être concerné par la réception de déchets supposés émettre de la radioactivité. Il n'est pas équipé d'un portail de contrôle de la radioactivité. L'exploitant a déclaré être utilisateur de la plateforme TRACKDECHETS pour l'édition et le suivi des bordereaux de suivi des déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I.3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Entreposage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt; la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>&gt; l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'inspection a constaté la conformité du zonage du site (organisation, signalisation, 3 m en hauteur).</p> <p>S'agissant du traitement des D3E, l'exploitant n'est concerné que par le traitement de PAM – Petit Appareil Ménager. En substance, il s'agit de matériel informatique, qui lui parvient via son activité auprès des professionnels. Le reste de son activité est exclusivement une activité de massification : tri, regroupement, envoi vers les exutoires de traitement.</p> <p>L'exploitant relève du régime de la déclaration pour la rubrique 2711, à ce titre, il est soumis à la prescription visant le stockage des équipements contenant des bouteilles de gaz (cuisinières, radiateurs d'appoint) qui doivent être stockés à l'extérieur tant que les bouteilles qu'ils contiennent n'ont pas été retirées. Des équipements mettant en oeuvre des bouteilles de gaz lorsqu'ils sont en fonctionnement (cuisinières, radiateurs d'appoint) sont susceptibles de transiter sur son site lorsqu'ils sont pris en charge en qualité de déchets, via son activité liée aux éco-organismes.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant s'assurera que l'acteur qui a la charge du retrait des bouteilles de gaz dans la chaîne du traitement des équipements qui en contiennent lors de leur fonctionnement, est bien situé en amont de l'arrivée sur son site de ces déchets, à défaut de quoi, il s'astreindra à stocker ces équipements à l'extérieur tant que les bouteilles de gaz n'ont pas été retirées des équipements.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Gestion des anomalies à l'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de refus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.
<b>Constats :</b> Aucune mention n'est portée sur le registre des refus des 12 derniers mois. L'exploitant a déclaré ne pas être concerné par le sujet de la non conformité des déchets, puisque : > s'agissant de l'activité liée aux éco-organismes -regroupement de déchets collectés en apport volontaire en déchetterie, point de collecte, surfaces de vente- le contrôle de la conformité des déchets revient aux gestionnaires qui collectent ces déchets ; > s'agissant de son activité directe avec les professionnels, l'exploitant se prémunit du risque de réception de déchets non conformes notamment par l'émission d'une fiche d'identification préalable, lors des échanges commerciaux avec ses clients.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet